

qu'entraînerait l'indifférence des Etats-Unis à l'égard des problèmes européens. Nouvel élément de la situation, au cours de la guerre, le Canada, de peuple débiteur qu'il était est devenu créancier. C'est dire que le rapport entre importations et exportations est foncièrement changé et que nous devons à l'avenir trouver les moyens d'importer davantage.

Je m'écarterais de mon sujet afin de signaler un ou deux faits historiques souvent oubliés dans la préparation des programmes commerciaux. On peut, il me semble, en se fondant sur le passé, prétendre que le parti libéral ne s'est guère écarté de la politique douanière conservatrice. Le gouvernement Laurier de 1896 a adopté la politique nationale de 1878. Le régime King des années 1920 et suivantes a accepté presque sans modification les tarifs de Borden et Meighen. Il en a été de même depuis. La politique, si sévèrement critiquée, de Bennett, dans les années trente, a été adoptée presque intégralement par le gouvernement actuel après 1940. Les libéraux qui ont prêché la réduction unilatérale des tarifs ne se font plus entendre. Nos honorables vis-à-vis sont peut-être surpris, mais ils verront que j'ai raison, s'ils se donnent la peine de prendre connaissance de ce qui s'est passé.

Ceci est pour mémoire. Aujourd'hui, la situation est différente et les anciennes méthodes sont surannées. Nous fournissons de fortes sommes pour assurer des débouchés à nos produits. Nous verserons peut-être un milliard de dollars, cette année, pour acquitter le prix non pas des importations, mais des exportations. Nous devenons une nation créancière dans le commerce international et il nous faut reviser notre programme en conséquence.

Je reviens au point où j'ai commencé. Nous avons besoin d'exportation plus que jamais dans le passé. Le monde actuel présente de nouvelles et embarrassantes difficultés dans le domaine du commerce. Les difficultés du numéraire s'ajoutent aux anciennes difficultés douanières. Si nous recherchons la sécurité exclusivement; si nous recherchons notre propre prospérité en appliquant des programmes d'exclusivisme, il pourrait fort bien arriver que nous n'obtenions pas la sécurité mais l'exclusivisme seulement. Nous devons nous efforcer par tous les moyens d'atteindre la sécurité en appliquant des programmes de collaboration et d'échange.

Il est naturel que plusieurs honorable députés songent en ce moment à la question des préférences britanniques que les Etats-Unis, en signant l'accord relatif au prêt britannique subordonné à la ratification du Congrès, nous ont demandé d'abandonner en vue d'augmenter la liberté du commerce qu'on espérait obtenir

[M. Macdonnell.]

au moyen de cet accord et d'autres semblables. A mon avis, le Canada devrait faire tout ce qu'il peut pour contribuer à l'augmentation du commerce. Dans ce domaine tout dépend, il est vrai, presque entièrement des Etats-Unis. Cependant, nous pouvons négocier avec beaucoup plus de force que par le passé et nous pouvons jouer un rôle plus important à ce sujet, tout particulièrement avec les Etats-Unis. En attendant il est bien naturel que bon nombre de Canadiens se disent qu'il ne faut pas abandonner l'oiseau dans la main avant de savoir ce qu'on trouvera dans la forêt.

J'ai essayé d'exposer l'irréalité du budget. L'irréalité du dégrèvement différé me rappelle ce jeu des enfants où l'on dit que telle chose se produira, "cette année, l'an prochain, un jour, jamais." Il y a de l'irréalité dans la manière d'envisager le budget; il y en a aussi dans le fait qu'on ne cherche pas à accentuer la production; au contraire, on se perd dans un dédale de dollars. C'est manquer de sens pratique que de peindre notre situation économique tout en rose et pis encore, de ne pas lancer une attaque de front sur la citadelle de la prodigalité.

Je me demande parfois si le gouvernement qui a emprunté quelque trois milliards par an et les a déversés dans notre gousset comme partie de notre revenu, ne nous autorise pas, ne nous incite pas à commettre l'erreur d'un homme qui gagne \$3,000 par an, en emprunte encore \$2,000 et puis dépense le tout en confiant à quelqu'un d'autre le souci de rembourser son emprunt. Le budget avait inspiré de vifs espoirs,—il est presque pathétique de se rappeler à quel point,—mais ces espoirs sont presque complètement anéantis. Au lieu de nous apporter du secours et de l'encouragement, il nous a valu de la déception et du désenchantement.

Le ministre a beau nous exhorter à l'accroissement de la production, son appel ne pourra guère porter fruit en l'absence de stimulants. Il est essentiel que, en bons citoyens, nous fassions tout en notre pouvoir pour atteindre ce but. La responsabilité en revient surtout au gouvernement. Et à moins qu'il ne fasse preuve de plus d'aptitude, d'un meilleur talent d'organisation économique, de plus grandes capacités dans d'autres directions encore, les perspectives ne sont pas ce que nous les voudrions.

Je propose donc, appuyé par l'honorable député de Calgary-Ouest, (M. Smith):

Qu'on retranche tous les mots à partir de "Que" jusqu'à la fin de la motion et qu'on les remplace par les suivants:

"La Chambre regrette:

1) que le budget ne prévoi pas de réductions d'impôt au cours de l'année civile 1946;